

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 MARS 2 000

N° 275

PRIX 4 FF



**LES TRAVAILLEURS N'OBTIENDRONT**

**LES VRAIS CHANGEMENTS**

**QUE PAR LEURS LUTTES**

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 3  
Côte d'Ivoire:  
- Gbagbo sur les traces de Bédié  
- Le cinéma de Gueï sur les ordures ménagères (p. 4)

Page 5  
Mozambique: un désastre dont l'inondation n'est pas la seule responsable

Page 7  
Nigéria: massacres inter-ethniques sur fond de pauvreté

Page 8  
La lutte pour l'émancipation des femmes partie intégrante...

Page 10  
Il y a 35 ans Malcolm X était assassiné

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an: 85 FF  
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

ELECTION PRESIDENTIELLE AU SENEGAL

**LES TRAVAILLEURS  
N'OBTIENDRONT  
LES VRAIS CHANGEMENTS  
QUE PAR LEURS LUTTES**

Abdou Diouf espérait sans doute être élu dès le premier tour pour son quatrième mandat à l'élection présidentielle du 27 février dernier. Jusqu'ici, à coups de bourrage des urnes et de fraudes en tous genres, il avait gagné dès le premier tour. Mais, cette fois-ci, avec ses 41% de voix environ il est contraint au deuxième tour prévu pour le 19 mars. Abdoulaye Wade (PDS) a obtenu 31%, Moustapha Niasse 17% et Djibo Kâ 7%.

Dans la plupart des grandes villes, sauf à Saint Louis, Diouf a été devancé par l'un ou l'autre de ses concurrents. C'est surtout dans les campagnes, là où les notables locaux peuvent plus facilement exercer des pressions sur les électeurs dans le sens favorable au pouvoir, mais aussi là où ils peuvent plus aisément tripatouiller les résultats électoraux que Diouf obtient ses meilleurs résultats.

En vue du second tour, les tractations et les combines de toutes sortes vont bon train entre les états majors des partis politiques. Ainsi, Moustapha Niasse et Wade se sont rencontrés pour négocier le prix du désistement de l'un en faveur de l'autre au second tour. Niasse se voit déjà premier ministre de Wade dans le prochain gouvernement. Quant à Djibo Kâ, après avoir rencontré Diouf il est allé voir Wade histoire de se vendre au plus offrant. Mais ne sachant pas encore de quel côté il va "manger", il hésite. Il dit que jusqu'ici il n'a conclu un accord avec personne.

Du côté du Parti Socialiste de Diouf, certains dirigeants commencent à se poser des questions sur leur avenir personnel en cas d'échec de Diouf au second tour. Quelques rats ont déjà commencé à quitter le navire. C'est le cas du député maire de Rufisque qui a rejoint Niasse. D'autres sont déjà sur la ligne de départ mais ils n'osent pas se lancer trop tôt dans la course, vu qu'il n'est pas encore dit que c'est à coup sûr Wade qui va remporter la victoire du deuxième tour. Comme Djibo

Kâ, ils hésitent à choisir leur camp jusqu'au dernier moment.

Ce qui est d'ores et déjà sûr, c'est que quel que soit le résultat des urnes, rien de fondamental ne va changer pour les travailleurs et pour la population en général. Tous les candidats, y compris Diouf, n'avaient à la bouche que le mot "changement". Mais les uns comme les autres sont des ennemis des travailleurs et des exploités. Depuis 1981, Diouf est à la tête de l'Etat après avoir été des années durant le premier ministre de Senghor. Il s'est surtout fait remarquer par le fait qu'il a été un bon valet de l'impérialisme français. Il a fait subir à la population sénégalaise, et plus particulièrement aux couches les plus pauvres toute une série de mesures d'austérité (blocages des salaires, licenciements dans la fonction publique, diminution des budgets des secteurs publics utiles à la population tels que les hôpitaux et les écoles) imposées par les banquiers. Durant toutes ces

années, le sort de la population a empiré tandis qu'une petite poignée de privilégiés s'est enrichie au milieu de la misère généralisée.

Dans cette politique néfaste pour les masses pauvres, Diouf a eu le soutien direct de Wade qui a été deux fois son ministre. Ce dernier aime dire qu'il est l'homme du "sopi" (changement en wolof), mais les travailleurs n'ont vraiment aucune raison d'avoir confiance en ce politicien bourgeois qui n'a qu'une seule ambition : celle d'exercer le pouvoir mais pour y mener la même politique que Diouf. Son "ami" de droite Alain Madelin, le chef de Démocratie Libérale (en France), qui est parti le soutenir à Dakar, ne s'y trompe pas.

Les travailleurs qui souhaitent, à juste titre, que les choses changent vraiment au Sénégal n'ont rien à attendre des urnes. Ils ne peuvent compter que sur leur mobilisation et leurs luttes pour se faire entendre et pour changer leur sort.

### COTE D'IVOIRE

#### **GBAGBO SUR LES TRACES DE BEDIE**

Dans une interview accordée à un journal, Laurent Gbagbo, dirigeant du Front Populaire Ivoirien (FPI), a déclaré au sujet de Ouattara, son principal concurrent à la future présidentielle : "Selon moi, Ouattara est ivoirien (...) mais le fait (est) de savoir si quelqu'un comme lui qui a occupé de très hautes fonctions pour le compte d'un Etat étranger, est éligible à la présidence de la république".

Gbagbo est un politicien démagogue. Il ne traite pas ouvertement son rival Ouattara de non ivoirien mais laisse entendre qu'il avait travaillé pour un "Etat étranger". Lorsque des députés membres du FPI ou des proches partisans exigent que les futurs

candidats à la présidence de la république soient non seulement ivoiriens de souche, de plus qu'ils sachent couramment s'exprimer "dans la langue locale de leur lieu de naissance", Gbagbo ne les rappelle pas à l'ordre; il laisse courir. Quand d'autres vont encore plus loin dans la répugnance en exigeant que la femme du futur président de Côte d'Ivoire soit "ivoirienne de naissance, de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine" (alors que, on le sait, la femme de Ouattara est française), Gbagbo ne dit rien non plus.

En réalité, c'est que, dans la course au pouvoir, Gbagbo ne recule devant rien pour faire barrage à Ouattara, quitte à utiliser de basses manœuvres indignes. Bien

sûr, Bédié n'est plus là mais il a fait un émule, c'est le dirigeant du FPI qui reprend à son compte sa politique de l'"ivoirité" basée sur la haine de "l'étranger" et le tribalisme. Mais le FPI, en la matière, avait devancé Bédié dans cette politique honteuse en traitant Ouattara de "Burkinabé" quand celui-ci était premier ministre sous Houphouët Boigny.

Quant à Ouattara, il a récolté ce qu'il avait lui-même semé. Au fond il n'a pas à se plaindre de ce qui lui arrive. Premier ministre de 1990 à 1993, il avait par exemple imposé aux "étrangers" la carte de séjour pour pouvoir vivre en Côte d'Ivoire. Il avait, de ce fait le

premier, ouvert la brèche d'une politique démagogique et anti-immigrés.

Pour les travailleurs, de tous ces futurs candidats à la présidence, Ouattara, Gbagbo et peut-être Guéï, aucun ne représente ses intérêts, de loin ou de près. Tous ces candidats se ressemblent, ils ont une même politique, celle au service des riches et des exploités.

Les travailleurs n'ont donc pas intérêt à choisir l'un des camps car la politique d'opposition inter-ethnique que mènent ces candidats peuvent se retourner contre tous les exploités.

#### COTE D'IVOIRE

### **LE CINEMA DE GUEÏ SUR LES ORDURES MENAGERES**

Gueï, le nouveau maître galonné de la Côte d'Ivoire prétend être très préoccupé par l'entassement des ordures dans les quartiers



Geste démagogique de Gueï

d'Abidjan. Ainsi, le 18 février dernier, il a pris avec lui une pèle et une équipe de caméra pour effectuer une petite tournée dans

les quartiers populaires. Il s'est fait filmer avec sa pèle à la main en train de ramasser des ordures. Pour être sûr que tout le monde l'aura bien vu, il a joué la même scène dans dix endroits différents de la capitale. Et pour paraître encore plus déterminé à vouloir une ville propre, il a menacé de "limoger" les maires qui, à l'avenir, n'assureront pas correctement cette tâche sur leur commune. Voilà pour la caméra et la presse.

Ce n'est pas ce petit cinéma qui changera quelque chose dans cette dramatique insalubrité qui frappe les quartiers les plus déshérités d'Abidjan. Cela fait très longtemps, en effet, que les ordures ne sont plus ramassées régulièrement. Elles constituent un risque permanent de propagation de maladies, sans parler des odeurs pestilentielles dégagées par les immondices.

Les dirigeants accusent les habitants de ne pas se soucier de la propreté, mais en réalité ce sont

eux-mêmes qui ne sont pas capables d'assurer le bon fonctionnement de la voirie, occupés qu'ils sont à

détourner les caisses de l'Etat comme celles des municipalités.

#### COTE D'IVOIRE

### **GBAGBO : UNE VISITE QUI N'EST PAS QUE DE "COURTOISIE"**

Le 15 février dernier, Laurent Gbagbo de passage à Paris a rendu une visite de "courtoisie et de curiosité" à l'ex-président Bédié. "Je l'ai combattu hier, je n'ai jamais fait partie d'un gouvernement du PDCI, je n'ai donc aucune honte à venir le saluer et m'enquérir de son état" a-t-il déclaré en direction de ceux qui pourraient lui reprocher de chercher des alliances avec les "bédiéïstes".

Il s'agit-là bien évidemment d'un geste politique en direction de ces derniers pour leur montrer que malgré leurs différences ils font

partie d'un même monde qui se respecte mutuellement et qu'après tout, ceux qui votaient hier pour Bédié peuvent, pour les prochaines élections se reporter sur lui.

Ainsi, Gbagbo a actuellement deux fers au feu : d'un côté son parti participe au gouvernement de transition du Général Gueï qui a éjecté Bédié et de l'autre, il fait des clins d'oeil aux partisans de ce même Bédié.

C'est ce qui s'appelle vouloir manger à tous les râteliers.

#### MOZAMBIQUE

### **UN DESASTRE DONT L'INONDATION N'EST PAS LA SEULE RESPONSABLE**

Depuis le début de février, une inondation de plusieurs mètres d'eau, provoquée par les crues des fleuves Limpopo et Save, a ravagé des villes et surtout des campagnes du Mozambique. Sur une population d'un plus de 16 millions d'habitants, on parle de 2 millions de personnes au moins touchées par cette catastrophe, et des milliers de morts.

Sur le plan matériel, les conséquences de cette inondation sont aussi un désastre. Des centaines de milliers de personnes ont perdu tous leurs biens. L'agriculture, par exemple, dont vivent 80% de la population est anéantie. Des "champs noyés sous quatre mètres d'eau ne donneront, cette année, aucune canne à sucre" a rapporté un journal. Selon d'autres témoignages, "dans la province de Gaza (au sud du pays), la région du Mozambique la plus

riche en bétail, environ 80% des animaux ont péri...", sans compter qu'"entre les ponts coupés, les



Victimes attendant du secours

routes détruites, les poteaux électriques engloutis par les effondrements de terrain, ces inondations pourraient coûter au pays près de 10 milliards de francs français".

C'est donc une économie ruinée par seize années de guerre civile d'abord, et maintenant par des inondations provoquées par des pluies torrentielles, qu'il faudra reconstruire. Mais l'urgence pour le moment est de sauver des vies humaines. D'abord il y a plusieurs dizaines de milliers de personnes qui ont trouvé un refuge précaire sur les branches des arbres ou sur les toits des maisons qui, sans nourriture, attendent depuis des jours d'être sauvées. Il faut ensuite abriter, nourrir et soigner les rescapés qui se comptent déjà par milliers. Il faut enfin mettre un dispositif sanitaire pour faire face aux cas d'épidémies de dysenterie, de paludisme, de fièvre typhoïde et de choléra. Cette dernière épidémie a déjà causé plusieurs morts et des centaines de cas de maladie.

Mais face à cette situation dramatique, les secours arrivent au compte-gouttes. Les matériels envoyés sur place sont dérisoires. C'est ce que reconnaît par exemple un pilote de l'armée sud-africaine: "C'est un véritable travail de fourmi. Il y aurait encore 50 à 60.000 personnes perchées dans les arbres. A raison de 400 personnes par jour et par hélicoptère, il nous faudra des semaines !" Des moyens pour aider les rescapés sont tout aussi insignifiants. C'est ce que dit un journal au sujet de ceux du camp de Macia, à 140 km au nord de la capitale Maputo : "Une fois parvenus au camp de Macia (...), le calvaire de ces rescapés est loin d'être fini. Il n'y a que 9 tentes et 2 bâtiments administratifs, qui permettent de loger 3.000 personnes alors qu'ils sont le double. Pour la nourriture, le scénario est tout aussi alarmant. "Nous avons reçu 50 sacs de farine hier. Ils sont déjà terminés, et la moitié n'a pas

encore mangé", explique un responsable".

Dans les jours qui viennent la catastrophe risque d'être encore plus grave si des moyens importants ne sont pas dépêchés sur place. Car la saison des pluies n'est pas encore terminée et de nouveaux risques d'inondation sont à craindre. Dans le même temps et dans cette même région, Madagascar qui est confronté au même problème d'inondation ayant déjà provoqué des centaines de morts et un demi-million de sans-abri, attend aussi que des aides arrivent.

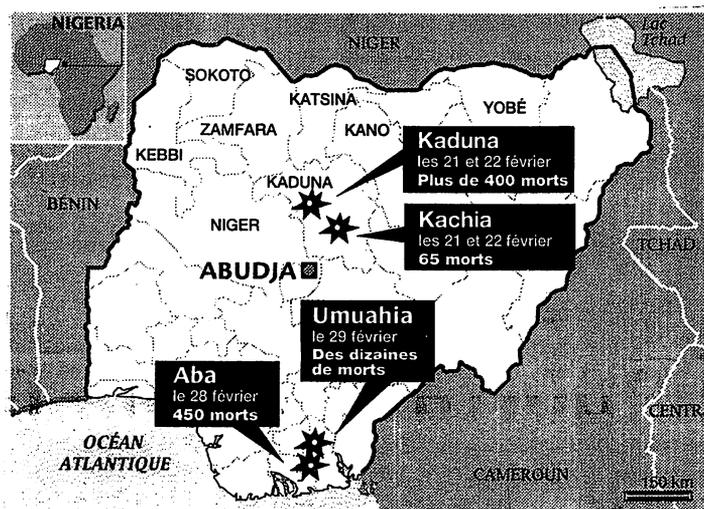
Les moyens matériels et financiers très insuffisants au regard de ce qui serait nécessaire et la lenteur avec laquelle les pays riches les acheminent dans les zones sinistrées sont bien à leur image. C'est lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts de leurs capitalistes, que ces pays mobilisent rapidement des moyens impressionnants, comme on l'a vu par exemple lors de la guerre du Golfe ou plus récemment lors de celle du Kosovo. Mais quand il s'agit de sauver des vies humaines d'une catastrophe, les personnes sinistrées peuvent toujours attendre.

Les dégâts causés par l'inondation qui vient de se produire dans cette partie d'Afrique rappellent aussi, par leur ampleur, que les pertes importantes en vies humaines sont dues moins à la catastrophe naturelle qu'à la pauvreté créée par le système capitaliste. Pourtant des moyens existent pour construire par exemple des digues dans des régions où des inondations de ce genre sont prévisibles, mais cela n'intéresse pas les capitalistes parce qu'il n'y a aucun profit à en tirer.

## NIGERIA

### **MASSACRES INTER-ETHNIQUES SUR FOND DE PAUVRETE**

Au Nigéria, ont eu lieu récemment des massacres entre musulmans et chrétiens, notamment entre les Haoussas (du nord musulman) et les Ibos (du sud chrétien), faisant plus de mille morts, plusieurs milliers de blessés et plus de cent mille sans-abri, sans parler des maisons, boutiques, églises et mosquées incendiées.



Tout a commencé le 27 janvier 2 000 dans l'Etat de Zamfara (à majorité musulmane) par la mise en application de la charia (ou loi coranique) décidée en novembre 1999. Cette loi barbare consiste à couper les mains des voleurs, à lapider des femmes pour cause d'adultère, à donner cent coups de fouet aux buveurs d'alcool, à interdire aux femmes de voyager avec les hommes dans les mêmes transports en commun, à leur interdire de faire du sport, à imposer le mariage forcé aux femmes célibataires, etc. Cinq autres Etats musulmans du nord nigérian ont aussi décidé à leur tour d'appliquer la charia.

Il semble que c'est sous la pression des mouvements islamiques très actifs que les gouverneurs de ces Etats ont adopté la charia, sous prétexte qu'elle était appliquée pendant des siècles avant la

colonisation, s'opposant ainsi ouvertement à la constitution qui, elle, est laïque. Mais il est possible aussi que les anciens chefs d'Etat originaires du Nord ne soient pas étrangers à cette histoire de charia. Ils peuvent s'en servir pour s'opposer à la politique de leur successeur pas seulement parce qu'il est chrétien originaire du Sud, mais aussi parce qu'il parle de lutter contre la corruption. Ce qui n'est pas de nature à rassurer ses prédécesseurs qui se sont enrichis en pillant dans les caisses de l'Etat.

C'est donc pour s'opposer à cette loi islamique que le 21 février dernier, des chrétiens de Kaduna (une ville de l'Etat de Kaduna) ont organisé une manifestation de protestation. Des affrontements ont alors éclaté entre musulmans et chrétiens, faisant des centaines de morts parmi ceux-ci (qui sont minoritaires) dans cet Etat à majorité musulmane. Des chrétiens ont fui au sud, dans les Etats d'Abia et d'Umuahia où ils sont majoritaires. Ils se sont vengés en massacrant à leur tour des musulmans (minoritaires dans le sud), faisant là aussi plusieurs centaines de morts.

Un calme précaire est revenu, après que les six Etats du nord ont suspendu la loi islamique à la demande du gouvernement fédéral.

La rapidité avec laquelle ces massacres se sont répandus comme une traînée de poudre s'explique par une situation sociale explosive. En effet, ce pays de 120 millions d'habitants est l'un des plus pauvres du monde bien qu'il soit le septième pays producteur de pétrole. C'est que l'exploitation du pétrole profite avant tout aux sociétés pétrolières telles que Shell. Les miettes des exportations du pétrole

brut assurent en principe au pays environ 90% de ses recettes. Mais une partie de cet argent est systématiquement détournée par les dirigeants à leur profit personnel. L'autre partie sert à payer le service de la dette. Cette dette extérieure est estimée à au moins de 30 milliards de dollars dont le remboursement absorbe chaque année environ 40% des revenus annuels du pays.

Il ne reste alors rien pour la population qui vit dans la misère. Le revenu (annuel) par habitant est de 300 dollars. C'est une moyenne dérisoire, mais qui est en deçà de la réalité quand on sait que selon des chiffres officiels, vraisemblablement sous-estimés, le

chômage frappe 40% de la population.

Cette situation de misère aggravée par la crise économique est explosive, et elle peut s'embraser à partir de n'importe quel étincelle. C'est cela qui, à plusieurs reprises, est à l'origine des affrontements inter-ethniques et des massacres aveugles.

Mais pour qu'à l'avenir, la colère des masses pauvres ne soit pas détournée contre elles-mêmes sur des bases religieuses et ethniques, mais canalisée de façon consciente contre les exploités et les dirigeants corrompus, il faut une organisation communiste révolutionnaire dont l'absence fait cruellement défaut.

#### JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

### **LA LUTTE POUR L'EMANCIPATION DES FEMMES PARTIE INTEGRANTE DE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE**

Comme chaque année le 8 Mars, Journée internationale des femmes, a été l'occasion pour des hommes politiques de tout bord de faire des déclarations à la radio, télévision et journaux en faveur des femmes. C'était aussi l'occasion de dénoncer les conditions de la femme un peu partout dans le monde.

En particulier dans la plupart des pays d'Afrique les hommes politiques ne se gênent pas de faire un étalage de déclarations de leurs préoccupations sur la condition de la femme africaine. Evidemment la réalité est bien loin des proclamations de ces gens-là.

Comme tous les travailleurs du continent, les femmes subissent l'exploitation dans les chantiers, dans les usines, sans parler des tâches ingrates telles que le nettoyage des rues dans les villes. A la campagne elles participent activement, à côté des hommes aux travaux des champs. Mais en plus comme toutes les femmes, elles doivent s'occuper de l'entretien des

maisons, la préparation de la nourriture de la famille. Cela ne suffit pas, à l'homme considéré comme le chef de la famille, elle lui doit toute l'obéissance. S'il n'est pas content il a le droit de la battre, la justice ne le condamne pas. Bien souvent les femmes n'ont pas le droit à la parole dans le monde des hommes, bien souvent elles n'ont même pas le droit de choisir leur mari. Souvent on impose à la jeune fille de la maison l'homme qu'elle ne connaît pas. Sans compter que dans certains pays d'Afrique la polygamie est encore légale sinon tolérée. A la campagne les femmes subissent cette situation bien plus que dans les grandes villes où de plus en plus elles n'acceptent plus cette contrainte.

Parmi les violences que subissent les femmes il y a la tradition des mutilations sexuelles. Même s'il arrive qu'elles s'organisent en associations pour mener une campagne contre l'excision, elles ne peuvent

aucunement compter sur les gouvernements. Par leur silence complice, ceux-ci préfèrent obtenir le soutien des chefs traditionnels et religieux car ces derniers servent à tempérer la révolte des pauvres.

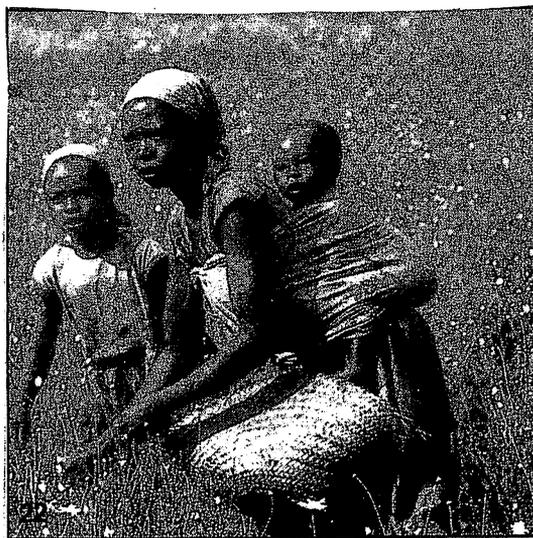
Le mariage forcé comme l'excision sont des pratiques barbares vieilles comme le monde, très ancrées dans la vie quotidienne de la société africaine. Il faut plus qu'une simple déclaration de principe, ou des textes de lois pour éradiquer ces pratiques d'un autre âge.

Certes, ici dans l'immigration en France, il y a des associations de défense des droits de la femme qui se sont constituées depuis quelques années. Non seulement elles dénoncent les mutilations sexuelles et le mariage forcé, mais en plus dans une certaine mesure elles assurent la protection des victimes quand elles peuvent.

Il est évident que les conditions des femmes en Europe n'ont rien de comparable à celles du Tiers-monde. Néanmoins le sort de la femme en Europe est tout de même marqué par l'injustice. Si elles ne subissent pas le mariage forcé ou les mutilations sexuelles, elles sont tout de même moins considérées que les hommes. Par exemple, à travail égal le salaire des femmes est inférieur à celui des hommes. En plus, le nombre de femmes est limité dans des postes de responsabilité, elles sont plus nombreuses parmi les chômeurs. Et c'est toujours à elles que relèvent le fait de s'occuper des enfants et l'entretien de la maison.

Si dans les pays d'Europe les femmes ont plus de droit que celles du Tiers-monde c'est parce que il y a eu dans le passé des femmes et des hommes qui ont lutté pour l'égalité des droits. Il y a plus d'un siècle et demi, le mouvement ouvrier révolutionnaire, dès sa naissance, a lutté contre toutes formes

d'oppression. Et la lutte contre l'oppression de la femme était l'une de ses premiers combats. Et les dirigeants du mouvement ouvrier



Femme au travail

révolutionnaire du 19ème siècle, comme Marx et Engels pensaient déjà que le degré d'émancipation de la femme dans une société donnée est le reflet du niveau de liberté régnant dans l'ensemble de cette communauté humaine. C'est finalement en 1910 que la Seconde Internationale, lors de son congrès d'Amsterdam, a fait de la date du 8 mars la journée de protestation et de lutte des femmes. A cette époque il s'agissait de lutter pour le droit de vote pour les femmes, pour l'égalité des droits des femmes et des hommes.

Quelques années après, dans la révolution russe de 1917 les femmes travailleuses jouèrent un rôle non négligeable. Lorsque la révolution russe abattit l'ordre bourgeois, ce pays le plus arriéré d'Europe et d'Asie accorda plus de droits aux femmes que tous les pays d'Europe moderne de l'époque. L'Etat ouvrier autorise dès le début le mariage libre, le divorce par simple déclaration. En cas de séparation il obligea les pères à verser une pension à la mère qui élève les enfants. Cet Etat ouvrit des crèches gratuites un peu partout, il développa des services de santé

droit à l'avortement était aussi instauré à la même époque. Ces droits pour les femmes qui furent acquis par ce jeune Etat deviennent un exemple pour le monde entier. Cela donna aussi une impulsion aux luttes des femmes dans les autres pays. Et on continua à faire du 8 mars une journée de protestation et des luttes des femmes.

Aujourd'hui cette journée de

protestation a perdu tout son sens de lutte, et les hommes au pouvoir l'ont transformée en une espèce de fête de la femme. Ce qui permet aux dirigeants d'Afrique de faire à cette occasion des déclarations démagogiques.

La lutte pour l'égalité des droits pour les femmes est toujours à l'ordre du jour.

### **IL Y A 35 ANS MALCOLM X ETAIT ASSASSINE**

Le 21 février 1965, lors d'un meeting à New York, Malcolm X fut abattu par un commando de trois hommes. Le fait que ses assassins étaient des Noirs fit porter les soupçons sur les Black Muslims (Musulmans Noirs) une organisation mi-politique mi-religieuse dont il avait été exclu deux ans plus tôt. Mais la liste de ceux qui voulaient le faire taire et, à travers sa personne faire taire la révolte des noirs américains, était longue. Parmi ces gens il y avait la CIA, le FBI sans oublier les organisations d'extrême droite telles que le Ku Klux Klan. C'est d'ailleurs ce dernier qui avait assassiné son père un pasteur baptiste partisan du retour en Afrique.

C'est en 1948 en prison que Malcolm X adhéra au mouvement des Musulmans Noirs. A sa sortie de prison en 1952, deux types de mouvements existaient aux USA. D'une part il y avait des organisations intégrationnistes et non violentes dont le pasteur Martin Luther King était le principal animateur. Les intégrationnistes étaient majoritaires dans les Etats du Sud et luttaient pour les droits civiques et contre la ségrégation dans les bus et les restaurants ou les lieux publics.

Dans le Nord des USA, principalement dans les ghettos noirs des grandes villes industrielles, c'est le mouvement

des Musulmans Noirs qui était le plus implanté. Il réussissait à arracher des jeunes noirs à la drogue et à les organiser dans des milices de défense appelées "Fruits de l'Islam". Politiquement ce mouvement incarnait surtout les revendications de la petite bourgeoisie noire. L'objectif de construire une nation noire séparée n'était pas pour déplaire à certains commerçants, entrepreneurs ou fermiers noirs qui voyaient là un moyen de s'enrichir sur le dos d'autres noirs et qui ont d'ailleurs commencé à prospérer. Cette partie aisée de la communauté noire américaine se reconnaissait davantage dans le langage plutôt conciliateur du dirigeant politique musulman Elijah Mohammad qui finit par exclure Malcolm X du mouvement.

Dès lors les idées de Malcolm X connurent une nouvelle évolution. Après un pèlerinage à la Mecque en 1964 il entreprit des voyages vers divers pays du Tiers-monde. Il acquit la conviction que la lutte des noirs américains devait être liée à celle des peuples coloniaux.

La mort de Malcolm X ne mit pas fin aux flambées de révoltes dans les ghettos. C'est bien au contraire de cette époque que naquirent de nouveaux courants nationalistes encore plus radicaux que les précédents. Le mouvement du "Pouvoir Noir" ou les "Panthères Noires" faisaient preuve d'un certain

caractère révolutionnaire pour cette époque. Il avait en effet réussi à associer une frange non négligeable de la population noire dans la lutte violente, y compris les armes à la main.

Malgré son caractère radical et le courage personnel de ses partisans, le mouvement noir américain ne franchit pas le seuil du degré de conscience nationaliste.

Détruire le système capitaliste qui secrète le racisme dont sont victimes les Noirs nécessite la lutte révolutionnaire de toute la classe ouvrière. La partie noire du prolétariat qui était la partie la plus opprimée et la plus révoltée dans les années 60/70 aurait pu, avec une conscience politique à la hauteur de cette tâche, constituer le fer de lance de la lutte pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression. Ce ne fut pas le cas pour plusieurs raisons. Il y avait d'une part la responsabilité des dirigeants nationalistes qui ne franchirent pas ce pas. Il y avait surtout le fait que le mouvement ouvrier lui-même, c'est-à-dire les syndicats et les partis politiques, dirigés à

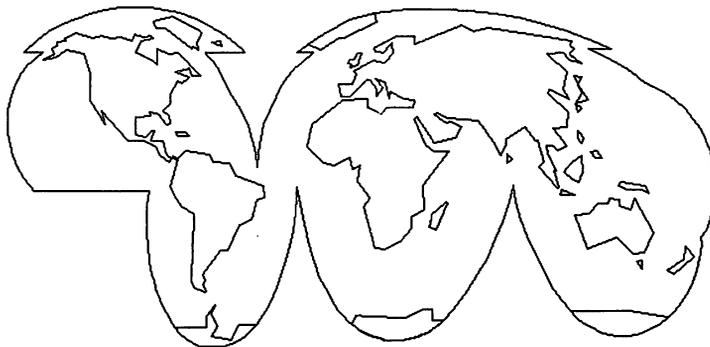
l'époque par des Blancs, qui était susceptible d'avoir une certaine influence sur la classe ouvrière, avait une conscience politique très en retard par rapport aux possibilités du moment.

Mais l'histoire ne s'est pas arrêtée là. Les USA, qui constituent le bastion principal du capitalisme mondial, n'ont rien d'autre à offrir à des millions de gens dans leurs propres citadelles que la misère et la désolation d'une piètre existence dans des ghettos où l'espérance de vie ne dépasse guère celle de bien des pays pauvres du Tiers-monde.

Cette oppression finira par déboucher vers de nouvelles flambées de révoltes de la population noire qui continue d'être reléguée au rang de citoyens de deuxième zone.

Il est indispensable que ces luttes si elles ont lieu ne se consomment pas en des flambées de violences stériles, mais débouchent sur la voie de la révolution consciente, la révolution prolétarienne qui seule pourra mettre un terme à cette société barbare d'un autre âge.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.